Puissances d'argent en Révolution. La bourgeoisie d'affaires normande et la Révolution française (1789-1815). Premiers jalons d'une thèse en cours.

Cédric Démare

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/lrf/3902>

DOI : 10.4000/lrf.3902

ISSN : 2105-2557

Éditeur

IHMC - Institut d'histoire moderne et contemporaine (UMR 8066)

Référence électronique

Cédric Démare, « Puissances d'argent en Révolution. La bourgeoisie d'affaires normande et la Révolution française (1789-1815). Premiers jalons d'une thèse en cours. », *La Révolution française* [En ligne], 18 | 2020, mis en ligne le 06 juillet 2020, consulté le 09 juillet 2020. URL : <http://journals.openedition.org/lrf/3902> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/lrf.3902>

Ce document a été généré automatiquement le 9 juillet 2020.

© La Révolution française

Puissances d'argent en Révolution. La bourgeoisie d'affaires normande et la Révolution française (1789-1815). Premiers jalons d'une thèse en cours.

Cédric Démare

- 1 Derrière la coloration monographique de l'intitulé, c'est bien la question de la « révolution bourgeoise » qui retourne ici à l'atelier. Rappelons-en brièvement les termes : la séquence révolutionnaire ouverte en 1789 aurait marqué l'aboutissement de la montée séculaire de la bourgeoisie, groupe social qui, au terme d'une lutte de classes menée contre la noblesse, aurait pris les rênes du pouvoir pour substituer l'ordre capitaliste à l'ordre féodal qui la brimait. Ainsi, la geste révolutionnaire bourgeoise était-elle étroitement associée à l'avènement de la société capitaliste. Hégémonique jusqu'aux lendemains de la Seconde Guerre mondiale, cette interprétation est battue en brèche dans les décennies de la Guerre Froide, pour des motifs autant politiques que scientifiques. La violente querelle historiographique qui l'accompagne laisse de profondes cicatrices sur l'histoire sociale de la Révolution française. Aussi, dans le courant des années 1990 et jusqu'au début des années 2000, à la suite de l'effondrement du bloc soviétique, le doute semble s'emparer de la communauté historienne. À l'heure d'un triomphalisme libéral sonnante la « fin de l'histoire », envisager les enjeux sociaux de la Révolution pour en déduire une interprétation globale ne fait plus recette. Accusées de déterminisme, les grandes fresques d'histoire économique et sociale voient leur cote s'effondrer au profit d'une histoire politique et discursive. Longtemps marqué du sceau de l'évidence, le contenu bourgeois de la Révolution française était désormais frappé de discrédit¹.
- 2 Malgré ces vents contraires, l'histoire socioéconomique de la Révolution française ne cesse pas pour autant d'occuper le terrain de la recherche scientifique. Alors que la

« guerre de tranchées » entre écoles historiques fait rage, l'idée d'éclairer les liens entre milieux d'affaires et bouleversement révolutionnaire n'est pas abandonnée, comme en témoigne un certain nombre de thèses rédigées dans cette période². À la fin des années 1980, sur des braises encore chaudes, le Bicentenaire fournit l'occasion de relancer de nombreux chantiers à travers l'organisation de colloques fondateurs³. Cependant, l'état d'esprit avait résolument changé. Soucieux de s'affranchir des « passions partisans », mais aussi de tourner la page d'un débat jugé contre-productif, les auteurs s'attardent alors essentiellement sur des études de cas spécifiques, des itinéraires de groupes sociaux ou professionnels, des activités particulières ou encore des institutions, une démarche qui avait pour effet, en quelque sorte, de reconstituer le tissu social et économique en habit d'Arlequin. *De facto*, le concept de « révolution bourgeoise » était liquidé, tandis que la catégorie « bourgeoisie » volait en éclats. Cette étape était probablement nécessaire. Cependant, comment ne pas être attentif aux mises en garde formulées dès 2005 par Jean-Pierre Jessenne selon lesquelles se borner à constater la complexité des phénomènes collectifs, sans chercher à les insérer dans une interprétation globale, expose la science historique à deux risques majeurs : d'une part laisser le champ libre aux interprétations exclusivement politiques – mais non moins globalisantes – de la Révolution française ; d'autre part, « et plus gravement encore, [...] diluer l'utilité collective de l'Histoire dans le monde contemporain⁴ ».

3 C'est de la prise de conscience de ces dérives que naît l'initiative du symposium réuni à Lille en janvier 2006⁵. Le ton est donné dès l'ouverture : il s'agit de briser le « tabou implicite » qui pèse alors de tout son poids sur les études révolutionnaires. Sans renouer avec l'inéluctable prise de pouvoir d'une bourgeoisie forcément conquérante, l'hypothèse de l'instauration d'un nouvel « ordre bourgeois » après 1789 est réactivée, mais conçue cette fois comme un « processus multifactoriel, cumulatif et non-téléologique »⁶. Prenant appui sur les recherches « éparpillées » menées depuis le Bicentenaire, les organisateurs se fixent pour objectif de dégager des lignes de forces et d'identifier des points de convergences. Une promesse tenue. Cependant, on peut se demander, avec le recul, si ce retour de la macroanalyse n'était pas, en même temps, une sorte de baroud d'honneur des interprétations qualifiées, peut-être un peu vite, de « marxistes »⁷. En effet, alors même que notre vision des bourgeoisies gagnait en acuité, la très connotée « révolution bourgeoise » conservait sa place parmi les vieux fossiles. Or, sur ce terreau, un élément de contexte général va, une fois de plus, venir bousculer la hiérarchie des objets de recherche. Dans l'année qui suit la publication du colloque, la « crise de 2008 » réveille le spectre de la récession et suscite, dans l'ensemble de la société, une curiosité renouvelée pour les questions économiques et financières⁸. Le présent article participe certainement de ce regain d'intérêt, comme une confirmation supplémentaire du fait que toute histoire est contemporaine. Reste à savoir si les tous derniers développements sociaux et politiques de cette crise globale remettront au centre des réflexions historiques les questions de classes sociales, ainsi que celles des luttes qu'elles se livrent⁹.

4 Aussi, les deux questions complémentaires du rôle directeur de la (des) bourgeoisie(s) dans la Révolution et de la transition vers le capitalisme demeurent-elles posées. Ont-elles vraiment perdu tout intérêt heuristique ? Le caractère mécaniste et univoque dont elles se sont trouvées teintées par l'historiographie classique suffit-il à les disqualifier définitivement ? Ici réside tout l'intérêt de porter le regard non pas sur la « bourgeoisie » en général, mais sur la « bourgeoisie d'affaires » en particulier. Si le glissement sémantique permet de dépasser le vieux débat de la distinction entre

bourgeoisies « moderne » et d'Ancien Régime, il ne résout pas pour autant toutes les difficultés. D'abord parce que la catégorie demeure très hétérogène, dans sa composition socioprofessionnelle comme dans les intérêts qu'elle met en jeu. Mais, surtout, la « bourgeoisie du capital marchand », catégorie reine de l'historiographie classique au point de saturer le sens même du mot bourgeoisie, semble aujourd'hui s'être évaporée. Non pas qu'elle ne soit pas étudiée, mais elle a perdu de sa visibilité *en tant que* bourgeoisie. N'est-il pas caractéristique que cette bourgeoisie d'affaires passe régulièrement inaperçue dans les ouvrages de synthèse sur la Révolution française ? Cela tient sans doute à la délicate délimitation des contours du groupe, mais aussi probablement à sa discrétion¹⁰, qui se traduit *ipso facto* en relatif silence archivistique. De la même façon, dans le colloque « Vers un ordre bourgeois ? » évoqué précédemment, les particularités et les composantes de cette bourgeoisie *par excellence*, et surtout son rôle dans la synergie révolutionnaire, sont très peu discutés. La synthèse des échanges, heureusement retranscrite dans les actes, ne fait d'ailleurs pas mystère de ces omissions, les discutants regrettant non seulement « l'oubli de la dimension économique » des bourgeoisies révolutionnaires, mais surtout le défaut d'articulation entre « bourgeoisie(s), entreprises, pouvoirs et croissance »¹¹.

- 5 Rétablir la connexion entre « révolution », « bourgeoisie » et « capitalisme », telle sera l'ambition du travail de recherche ici présenté. Plus précisément, l'enjeu principal consistera à réévaluer l'influence politique qu'ont pu avoir ces acteurs fondamentaux de l'économie entre 1789 et 1815. Influences politiques directement perceptibles d'une bourgeoisie d'affaires qui investit massivement les fonctions de l'État, mais aussi influences plus souterraines au travers de pratiques de lobbying plus ou moins institutionnalisées. Pour mener à bien cette entreprise, les travaux récents sur lesquels s'adosser ne sont pas si nombreux. Par son souci constant d'articuler les dynamiques économiques et institutionnelles, l'« École lilloise » demeure bien sûr une référence incontournable¹². L'étude originale de Matthieu de Oliveira sur les circuits de l'argent¹³, et celle de Silvia Marzagalli sur la question de la fraude¹⁴, nous éclairent sur les stratégies déployées par les acteurs pour s'accommoder des réglementations. Concernant l'espace normand, la thèse de Richard Flamein sur les Le Couteux fournit un précieux exemple du fonctionnement des réseaux capitalistes et bancaires de la région¹⁵. Enfin, les différentes communications du colloque de 2018 sur *Les dynamiques économiques de la Révolution française*¹⁶ recoupent assez largement nos propres questionnements sur la bourgeoisie d'affaires. Nous pensons notamment aux travaux en cours de Guillaume Foutrier sur l'ordre du commerce rouennais¹⁷, à la thèse soutenue par Boris Deschanel sur le négoce dauphinois¹⁸, ainsi qu'aux investigations bretonnes de Karine Audran¹⁹. Encore convient-il de préciser que les angles d'approche ici privilégiés traitent davantage des conséquences qu'ont pu avoir les événements révolutionnaires sur les milieux du négoce, que de l'influence politique de ces derniers. Des problématiques qui transparaissent dans le choix des séquences chronologiques, plutôt étirées.
- 6 En partant des travaux de Michel Vovelle sur Joseph Sec, la première partie montre en quoi l'approche de la bourgeoisie d'affaires a résolument changé entre les années 1970 et nos jours, avant de poser le problème fondamental de la terminologie ; la deuxième partie tente, en interrogeant les temporalités économique et politique, de montrer que la Révolution française n'est pas si étrangère au capitalisme qu'on a pu le dire ; la troisième partie expose la démarche empirique retenue pour traiter le sujet, les sources mobilisées, ainsi que les premières remarques que ce travail en cours permet de

formuler ; enfin, la quatrième partie s'attache plus spécifiquement aux moyens de mettre au jour l'influence politique exercée par la bourgeoisie d'affaires normande dans la période révolutionnaire.

Penser la « bourgeoisie » avec Vovelle : du bourgeois conquérant à l'homme d'affaires

Le cas Joseph Sec étudié par Michel Vovelle

- 7 Pour de nombreux chercheurs exerçant dans le domaine des études révolutionnaires, la dette contractée envers Michel Vovelle est colossale, ne serait-ce que pour avoir été celui qui a pu porter, et surtout maintenir en vie, la flamme de l'historiographie jacobine à travers le torrent libéral des années 1980-1990. Sans développer plus avant la rétrospective sur une période qui a été si bien décrite par Vovelle lui-même²⁰, nous nous bornerons ici à montrer comment un doctorant travaillant sur un sujet *a priori* éloigné des thèmes chers au « maître », finit nécessairement – au vu de l'immensité de l'œuvre – par croiser son chemin. En effet, si le grand historien de la Révolution française Michel Vovelle n'a pas travaillé sur la bourgeoisie d'affaires pour elle-même, il est en revanche l'auteur d'une remarquable étude, bien que peu connue, sur l'un de ses membres : Joseph Sec, bourgeois d'Aix²¹. Petit par le volume, cet ouvrage est, sans l'ombre d'un doute, un très grand livre pour les perspectives qu'il ouvre et la valeur d'exemple qu'il offre en terme de méthode historique, constituant peut-être l'application concrète la plus efficace et pédagogique du célèbre précepte prôné par l'auteur d'une histoire allant « de la cave au grenier²² ». La bourgeoisie d'affaires est, nous l'avons dit, une catégorie qui tend à passer sous les radars. Au surplus, la propension de ses membres à ne se laisser entrevoir qu'au détour d'archives plutôt arides n'aide pas à saisir leurs intentions. Mais c'était sans compter sur l'intuition et l'inventivité de Michel Vovelle, qui disposait dans sa boîte à outils intellectuels des moyens pour la faire parler, en faisant en quelque sorte passer aux aveux l'un de ses représentants, pas le plus connu loin s'en faut. Ainsi Michel Vovelle brise-t-il « le mutisme des bourgeois de quartier » en dépeignant *l'irrésistible ascension de Joseph Sec, bourgeois d'Aix*, un titre à prendre au sérieux nous dit-il, et qui ne vise en aucun cas à « désigner insidieusement la médiocrité [du personnage] à la dérision »²³.
- 8 Le parcours de Joseph Sec, bourgeois enrichi par le commerce du bois de construction, retient l'attention pour deux raisons. D'abord pour l'exemple qu'il offre de l'ascension sociale d'un « bourgeois conquérant » de la seconde moitié du XVIII^e siècle et qui, selon Vovelle, permet de comprendre pourquoi les « petits bourgeois » ont fait la Révolution, une question venant en appui de la thèse classique – mais alors soumise à révision – d'une Révolution vue comme le produit d'une lutte de classes entre bourgeoisie et aristocratie. La deuxième raison qui invite à s'intéresser à Joseph Sec, et qui a donné son impulsion à la réalisation de l'ouvrage, c'est que ce bourgeois « actif », dont la fidélité à la marchandise ne s'est jamais démentie, s'est bel et bien exprimé, nous livrant ses confessions par la voie détournée d'un monument-cénotaphe qui reste comme l'un des rares témoignages d'architecture révolutionnaire²⁴. Sur ces bases, c'est un Vovelle tout en maîtrise qui déroule alors, dans le cadre d'un exercice de *microstoria*, une magistrale leçon d'histoire totale embrassant le réel dans sa double dimension matérielle et morale.

- 9 L'enquête débute ainsi par la réalisation de « l'inventaire des biens » de Joseph Sec, maître-menuisier enrichi au détriment d'une corporation dont il est pourtant l'un des membres éminents, en s'accaparant le monopole du bois flotté en provenance de la Durance. Cette fortune mobilière accumulée est plus tard consolidée par des acquisitions foncières successives (dix-sept biens immobiliers à son décès) grignotées, cette fois, sur le dos de l'aristocratie parlementaire aixoise, notamment la famille de Gueydan. Le couronnement de cette montée en puissance se matérialise par la fondation d'un nouveau quartier aux portes d'Aix, dans le faubourg Notre-Dame, où le marchand de bois peut exercer à l'envi ses pulsions d'évergétisme. Au cours de cette ascension sociale, son réseau de sociabilité s'élargit étapes par étapes jusqu'à la fréquentation régulière de l'aristocratie locale. Mais, faute d'être totalement accepté par ses nouveaux amis, Joseph Sec, qui se sent encore appartenir au peuple, se rallie au mouvement révolutionnaire de 1789, venant grossir les rangs des jacobins « prononcés ».
- 10 Riche de ces précieuses indications recensées « à la cave », Vovelle nous emmène dans la seconde partie de l'ouvrage « au grenier » et s'attache alors à établir « l'inventaire mental » de son bourgeois aixois, restituant son message à destination des générations futures. Il s'appuie pour cela sur le « monument Sec », son tombeau que les guides touristiques du XIX^e siècle qualifient de « bizarre », de « curiosité d'un goût singulier », fait effectivement de bric et de broc, mais que Vovelle rapproche de l'art naïf, faisant de Joseph Sec une sorte de facteur Cheval avant la lettre. Reste que ce monument est surtout porteur d'un discours politique fondamentalement révolutionnaire. Son iconographie constitue de fait un véritable hymne à la Loi, jonché de symboles maçonniques (dans leur version ésotérique) dont l'analyse permet à Vovelle de peaufiner son portrait de Sec, un portrait qui aurait pu apparaître un peu rigide, comme empreint d'« ékonomisme » pourraient dire certains, s'il en était resté au niveau exclusivement infrastructurel. À travers l'analyse de ce monument, Vovelle nous donne à voir l'entre-monde, fait d'acculturation, d'hybrides sociaux, à mi-chemin entre la culture de l'élite et la culture populaire.

Apports et limites d'une étude micro-historique

- 11 Au-delà de cette possibilité tracée d'une histoire qui soit à la fois sociale et discursive, ce livre d'une étonnante densité donne également matière à penser autour de problématiques-clés touchant spécifiquement l'histoire de la bourgeoisie d'affaires. Au premier rang desquelles se trouve l'intérêt de prendre en compte ces couches intermédiaires, voire inférieures de la bourgeoisie active, souvent composées de maîtres-artisans évoquant davantage le monde des communautés de métiers que celui du capitalisme entrepreneurial, et de les considérer en tant que « puissances d'argent », ce qui, de prime abord, ne tombe pas nécessairement sous le sens. Car l'une des forces de cette enquête menée par Michel Vovelle est d'avoir montré, à échelle fine, en quoi le capitalisme commercial, par le jeu du monopole qu'il ne manque pas de faire naître, travaille de l'intérieur le cadre corporatif pour le menacer d'implosion. Une évolution parfaitement illustrée par la substitution pas si anecdotique du titre de « maître-menuisier » dont s'est toujours réclamé Joseph Sec par celui de « marchand de bois », un glissement de la sémantique professionnelle également observable dans notre

propre échantillon d'hommes d'affaires normands, où les maîtres-toiliers se font volontiers marchands de toiles.

- 12 Autre problème soulevé qui ouvre la voie aux recherches actuelles : la question du réseau mobilisé par Joseph Sec pour contourner les règles édictées par la corporation et parvenir à ses fins. Un réseau que Vovelle n'hésite pas à qualifier de « lobby » – avec les guillemets – pour décrire le groupe d'investisseurs, hommes de paille et autres prête-noms qui apportent leur concours à l'accaparement par Sec de tout le bois acheminé depuis la montagne par les radeliers, obligeant les autres membres de la communauté à acheter ce même bois de seconde main.
- 13 Enfin, cette étude de cas contribue à poser un regard plus éclairé sur la question de la rente, et tout particulièrement, celle de la rente foncière. Loin de la simple source de revenus passifs caractéristique de l'économie d'Ancien Régime, la rente foncière que se constitue Joseph Sec, au moyen de techniques de financement particulièrement ingénieuses, n'est en rien étrangère à ce que l'on pourrait décrire comme un capitalisme conquérant et spéculatif : la rente de notre investisseur aixois se veut sans doute... rentable, note Vovelle qui propose de réajuster le vocabulaire social à la mutation de l'esprit du rentier provincial. Ce serait en effet méconnaître l'extraordinaire effet de levier que peut induire l'investissement immobilier dans la constitution primaire d'un capital, mais aussi sous-estimer le bénéfice qu'il peut apporter en terme de diversification de ces investissements et de consolidation des fortunes acquises que d'assigner le rentier, ou « bourgeois auto-défini²⁵ », à un esprit de reproduction lente des richesses typique de l'économie d'Ancien régime et étranger au capitalisme moderne.
- 14 Mais, pour aller au bout de ce que peut apporter cette étude aixoise, une question s'impose : le cas Joseph Sec étant présenté comme archétypal, existe-t-il une possibilité pour que nous puissions mettre la main sur l'un de ses *alter ego* normands ? Peut-être avons-nous une chance avec Jean-François Matheus, négociant suisse arrivé à Rouen en 1785, partageant avec Sec un penchant pour les rites maçonniques dissidents, et ayant été inquiété par le Grand-Orient de France pour les avoir diffusés ? À moins que le cas de Martin Liesse, fabricant de toiles peintes dans l'Eure et lui aussi jacobin « prononcé » pendant la Révolution, ne s'y prête davantage²⁶ ? Malheureusement, ni l'un ni l'autre ne semblent avoir laissés, dans le paysage urbain, de traces susceptibles de témoigner de leur engagement politique. C'est que la question essentielle se trouve ailleurs : ne faut-il pas justement interroger le caractère représentatif du portrait dressé par Vovelle ? Bien que cette étude ait été suggérée par l'Inventaire monumental d'Aix-en-Provence²⁷, la démarche adoptée ne doit rien au hasard. Elle s'inscrit en effet dans le contexte scientifique de renouvellement de l'histoire sociale influencé par E. P. Thompson et développé en Italie dans les années 1970 sous le nom de « micro-histoire ». À rebours du paradigme labroussien, structural et quantitatif, la focale sur « l'acteur » tend alors à s'imposer au détriment de l'analyse des groupes. Or, on perçoit bien aujourd'hui tout l'intérêt qu'il y aurait à croiser, autant que faire se peut, biographies individuelles et biographies collectives. L'échafaudage social solidement monté au moyen de la prosopographie permettant de mieux raccrocher les destins individuels aux itinéraires collectifs, et, pourquoi pas, aux grands mouvements historiques d'ensemble, tout en déconstruisant des catégories peut-être imprudemment réifiées²⁸.
- 15 Nous touchons ici à la deuxième « limite » de l'étude de Michel Vovelle, non moins reliée au contexte historiographique, et annoncée tambour battant dans le titre même

de l'ouvrage : *L'irrésistible ascension...* Car ce texte est aussi un texte de combat, ce que l'auteur assume dès l'introduction :

La Révolution française, révolution bourgeoise : nous savons cela depuis longtemps. Nous le savons si bien, nous autres historiens français, que nous nous sommes laissés surprendre : d'un peu partout en Angleterre et des États-Unis surtout, on nous a dit récemment : « mais la bourgeoisie n'existe pas en 1789 ! » C'était, avec certains interlocuteurs, affaire de malentendu : nous ne parlions pas de la même « bourgeoisie », et il suffit alors, d'accorder nos violons. C'était avec d'autres, bien plus qu'un malentendu : et nous n'accorderons pas nos violons²⁹.

- 16 Ce passage parle de lui-même. Michel Vovelle prend Joseph Sec à témoin pour accréditer la thèse de la « bourgeoisie conquérante », alors malmenée par l'historiographie anglo-saxonne. Comme bon nombre de ses pairs, Vovelle utilise alors le terme « bourgeoisie » au singulier pour désigner tout uniment la bourgeoisie entrepreneuriale, au sens marxiste du terme.

De quoi la bourgeoisie d'affaires est-elle le nom ?

- 17 Haïm Burstin parle de « désinvolture » concernant l'usage qui a été fait du terme bourgeoisie³⁰. La catégorie semblait tellement aller de soi que ses substrats économiques et sociaux étaient rarement interrogés en tant que tels. Bien entendu, Vovelle n'ignorait rien de la bourgeoisie d'Ancien Régime³¹, pas plus qu'il n'ignorait l'hétérogénéité des bourgeoisies, qu'elles soient d'affaires ou « à talents ». Mais, dans le cadre du schème « marxiste » de la « révolution bourgeoise », la « bourgeoisie » formait une catégorie convenue pour désigner un acteur unique, dominant dans les rapports de production, et dont la montée séculaire constituait le moteur de l'histoire. Une commodité de langage qui, si on la prend au sérieux, fait de l'expression « bourgeoisie d'affaires » un pléonasme. Bref, un problème de signifiant et de signifié susceptible de semer la confusion.
- 18 Très vite cependant, les historiens de la bourgeoisie d'affaires dépassent ce problème sémantique en recourant modestement aux catégories d'ordre « socioprofessionnel » usitées par les contemporains. Ce sont les *banquiers, négociants et manufacturiers* de Louis Bergeron³², les *négociants marseillais* de Charles Carrière³³ ou encore le *Commerce*, avec un C majuscule, de Jean-Pierre Hirsch³⁴. On note également l'emploi, chez les mêmes auteurs, de périphrases telles que « puissances économiques et sociales », « élites économiques » ou encore « bourgeoisie de pointe ». L'aboutissement de cette logique est atteint vers le milieu des années 1990 : dans la synthèse sur « l'homme des Lumières » que Vovelle dirige, le « bourgeois », privé depuis un certain temps déjà de son épithète de « conquérant », est tout simplement devenu, sous la plume de Bergeron, un « homme d'affaires³⁵ ». Mais quid alors de la noblesse d'affaires³⁶ ? Quid de la question de l'anoblissement en général ? Les aristocrates s'adonnant à la dérogeance ne sont-ils pas eux aussi des « hommes d'affaires » ? Cette nouvelle catégorie, en dépit de son apparente neutralité, n'est-elle pas finalement encore plus indifférenciée que celle de « bourgeoisie » ? Enfin, comment penser la « révolution bourgeoise », quel que soit le nom que l'on veut bien lui prêter, sans « bourgeoisie » ?
- 19 On l'aura compris, la « bourgeoisie d'affaires » ne se laissera pas facilement enfermer dans une définition, tant pour sa dimension « bourgeoise » que pour la délimitation du périmètre de ses « affaires ». À défaut de pouvoir, à ce stade, en tracer les contours, les regards croisés de deux figures de l'historiographie française peuvent nous éclairer. Il y

a d'abord Ernest Labrousse, qui désigne la bourgeoisie d'affaires comme la « bourgeoisie active ». S'agit-il ici d'une référence à la dichotomie traditionnelle entre, d'une part, l'économie d'Ancien Régime fondée sur la rente et réputée « passive », et, d'autre part, l'économie moderne portée par un capitalisme entrepreneurial dynamique et fondée sur la recherche active du profit ? C'est probablement le cas. Mais il est également possible de l'entendre d'une autre manière, en miroir d'une bourgeoisie perçue comme « désactivée » ou « en sommeil », une bourgeoisie dénaturée qui, en fin de compte, ne fait plus ce qu'elle est censée faire... du commerce. Vu sous cet angle, Labrousse rejoint exactement la seconde perspective, celle tracée par Fernand Braudel, pour qui la bourgeoisie d'affaires n'est autre que la fraction de la bourgeoisie qui n'a pas abandonné la marchandise, qui n'a pas « trahi ». L'historien du temps long qualifie en effet de « trahison » l'attitude qui consiste, pour un homme d'affaires, à intégrer la « noblesse de robe » via l'acquisition d'un office royal³⁷. L'idée-force que l'on retient de ces interprétations est la suivante : la bourgeoisie d'affaires serait la frange de la bourgeoisie restée fidèle à elle-même, ou, pour le dire autrement, une bourgeoisie dans son expression authentique.

- 20 En somme, nous nous proposons ici de dresser le portrait des capitalistes, un terme qu'il ne faut pas craindre d'utiliser puisqu'il est d'usage courant dès la fin du XVIII^e siècle, pour désigner bien sûr les gens de finances, mais également – le fait est moins souvent mentionné – les entrepreneurs de l'industrie employeurs de main d'œuvre. Faut-il préférer ce terme de capitaliste ? Il présente l'avantage non négligeable de proposer une solution de contournement aux pièges tendus par l'usage du mot « bourgeois ». Mais d'aucuns pourraient alors arguer que la connotation du terme capitaliste est autrement plus délicate. En attendant de pouvoir pousser plus avant ces considérations sémantiques, nous nous contenterons ici de les utiliser comme des synonymes.

La bourgeoisie d'affaires en Révolution : une affaire classée ?

Révolution, capitalisme et temporalités

- 21 En dépit d'une littérature pléthorique sur le sujet, l'histoire du capitalisme, et tout particulièrement celle de son origine, n'est pas établie avec certitude. Du « capitalisme antique » à l'industrialisation, en passant par les enclosures et le protestantisme, le point de départ de ce système économique semble devoir nous échapper. Cette incertitude tient non seulement aux critères retenus pour définir le concept même de capitalisme, mais aussi aux enjeux théorico-politiques sous-tendus par ces choix. Or, et cela ne peut guère surprendre, l'incertitude se fait controversée dès lors qu'il s'agit de penser la rupture politique. Le resserrement de la focale sur la période 1789-1815, l'interrogation des connexions pouvant s'établir entre le temps long des évolutions économiques et le temps court révolutionnaire ne semblent plus devoir constituer un champ d'investigation porteur, et le chercheur qui s'y aventure doit s'armer de précautions. Le dictionnaire historique de la Révolution française dirigé par Albert Soboul est d'ailleurs lapidaire à ce sujet :

- 22 Si le qualificatif de « révolution bourgeoise » appliqué à la Révolution française a suscité les débats que l'on sait, celui de « révolution capitaliste » n'est pratiquement jamais utilisé, pas même par les marxistes. Les deux notions ne se recoupent pas [...]»³⁸.
- 23 Pourtant, des travaux de grande valeur se sont penchés sur cette articulation des temporalités économique et révolutionnaire. Ainsi, le colloque sur *La Révolution française et le développement du capitalisme*, réuni à Lille en 1987, a-t-il initié une réflexion novatrice autour des effets prolongés de la Révolution, sans pour autant omettre son réexamen dans le temps court³⁹. Mais déjà les organisateurs « avouaient » douter au préalable de la possibilité de relier les deux mouvements⁴⁰. La question rebondit en 2008 dans un numéro spécial des *Annales historiques de la Révolution française* : dès l'introduction, Dominique Margairaz et Philippe Minard montrent bien à quel point ce tiraillement pose un problème spécifique pour l'histoire économique de la Révolution, notamment en terme de « visibilité » des travaux, avant d'insister sur la nécessité d'articuler les différentes focales⁴¹. Parmi les historiens ayant poursuivi ces réflexions, la proposition de Guy Lemarchand se distingue par une approche conceptuelle aboutie sur cette question spécifique des temporalités⁴². Son approche retient d'autant plus l'intérêt qu'il n'hésite pas, en plus de la prise en compte des effets prolongés de la Révolution sur l'économie, à inverser la perspective pour suggérer une possible influence des acteurs économiques sur le projet révolutionnaire en lui-même. Enfin, le récent colloque international sur *Les dynamiques économiques de la Révolution française* (juin 2018) s'inscrit résolument dans le prolongement de ces travaux, mettant en lumière autant de chantiers prometteurs que de résultats stimulants, tout en confirmant, dans ce domaine comme dans d'autres, un sentiment d'émiettement de la recherche⁴³.

Du capitalisme en 1789 : un anachronisme ?

- 24 Malgré ces travaux, ou peut-être du fait de ces travaux, en fonction de ce que l'on veut bien en retenir, l'historiographie propre aux études révolutionnaires semble s'être accordée sur la place marginale de l'économie capitaliste en 1789, sur l'idée que la Révolution française est nécessairement étrangère à ce système économique et qu'en aucun cas elle ne constitue un moment capitaliste. Il faut dire que pour certains elle n'est pas même un moment bourgeois⁴⁴. Quant au processus de concentration industrielle, il ne débiterait pas avant les années... 1830 ? Peut-être 1840 ? À moins que ce ne soit sous le Second Empire ? Encore une fois, la fenêtre chronologique de l'incertitude est grande ouverte. L'idée de l'absence d'un capitalisme sous une forme qui soit significative à la fin du XVIII^e siècle est d'autant plus ancrée qu'elle semble traverser les différentes écoles historiques : ce sont évidemment les thèses de l'historiographie dite « révisionniste », d'Alfred Cobban à Sarah Maza, en passant par George Taylor et leurs avatars hexagonaux, dont on comprend bien la volonté de dénier tout caractère bourgeois à la Révolution française ; mais ce sont aussi celles qui, à l'inverse, font correspondre la Révolution de 1789 avec les aspirations profondes des masses populaires et qui, de ce fait, ne perçoivent pas la bourgeoisie d'affaires comme un élément révolutionnaire potentiellement actif ; ce sont également les thèses des historiens de l'économie qualifiés de « pessimistes », développant l'antienne d'une révolution catastrophique pour les affaires, tout en concédant que le capitalisme avait connu un premier essor avant 1789⁴⁵ ; enfin, plus surprenant, même chez les tenants de l'historiographie classique post-soboulienne, « bourgeoisie » et « capitalisme »

semblent avoir été pour une large part déconnectés⁴⁶. Résultat, l'idée même de capitalisme pointe désormais aux abonnés absents des synthèses sur la Révolution française. Tout au plus admet-on l'existence d'un capitalisme embryonnaire, dont l'heure n'est pas encore venue. Dans ces conditions, on ne peut pas s'attendre à voir apparaître en pleine lumière ses principaux animateurs. Quant à prêter à ces puissances d'argent un quelconque pouvoir, une capacité d'influence sur les décisions prises dans les assemblées et un éventuel rôle moteur sur le cours des événements révolutionnaires, ce n'est pas non plus à propos, au motif que ce serait encore trop tôt, et on voit ici poindre la mise en accusation pour anachronisme. C'est qu'il existe un très bon argument pour cela : la bourgeoisie révolutionnaire présente dans les assemblées est bien davantage constituée d'« hommes à talents » que de chevaliers de l'industrie et de la finance. La Révolution française ne peut donc pas avoir de rapport avec le capitalisme puisque, précisément, les hommes qui l'ont conduit ne sont pas issus de la matrice capitaliste. Affaire classée.

Absence de preuves, preuve de l'absence ?

- 25 Or, qu'observe-t-on lorsque l'on se lance sur la piste des éléments constitutifs du capitalisme dans la toute fin du XVIII^e siècle et pendant la Révolution ? Au chapitre des « forces productives », bien que non encore cernée ni nommée en tant que telle, force est de constater l'existence dans cette période d'une économie de type capitaliste, y compris dans ses formes les plus modernes. Un certain nombre d'éléments très solides nous permettent d'argumenter en ce sens : Serge Chassagne a par exemple démontré que le secteur amont de la filature connaît ses premières formes de concentration capitaliste dès la période 1789-1815⁴⁷. L'industrie textile est alors particulièrement représentée en Normandie et la manufacture de laine et de coton de Louviers, dans laquelle ont investi les frères Defontenay, avec Louis-Ezéchias Pouchet, emploie alors jusqu'à quatre cents ouvriers⁴⁸. Plus récemment, Richard Flamein, en étudiant les réseaux d'investissement impliquant les Le Couteulx, a mis en évidence un changement d'échelle des investissements liés à la traite négrière dans les années 1780, ainsi que la formation sur la vallée de la Seine d'une véritable « chaîne capitaliste », depuis le financement de l'armement des navires jusqu'à la transformation des matières premières dans les manufactures normandes. Le commerce négrier mute ainsi progressivement vers un « capitalisme négrier » nécessitant des levées de fonds de plusieurs millions de livres. Les patrimoines familiaux n'y suffisant plus, on voit alors apparaître des consortium d'investisseurs visant à prendre le contrôle de sociétés commerciales, pratique annonçant ni plus ni moins les *holdings* des époques ultérieures⁴⁹. Enfin, à côté d'un capitalisme commercial arrivé à maturité et d'une concentration industrielle en pleine efflorescence, on note déjà l'existence en cette fin de siècle d'un authentique capitalisme financier dont la technicité n'a rien à envier aux périodes les plus récentes, la puissance des outils numériques exceptée. Ainsi, à la faveur de la fièvre spéculative qui explose après 1785, on assiste par exemple à des attaques baissières coordonnées sur les marchés à terme, appuyées par des campagnes d'opinion ciblées dirigées contre les grandes compagnies à monopole garanties par l'État royal. Des conflits âpres entre groupes d'investisseurs qui trouvent leurs prolongements jusqu'au cœur de la période révolutionnaire⁵⁰.
- 26 Second constat, à rebours du cliché d'une « révolution d'avocats », on observe que les capitalistes sont bel et bien présents dans les assemblées révolutionnaires, certes en

faible nombre mais sans pour autant constituer des minorités insignifiantes. D'après Edna Lemay, la Constituante compte 7 % d'hommes d'affaires, dont les normands Defontenay, Begouën et Le Couteulx, pour ne citer que les plus en vue. Une proportion qui passe à 12 % après les élections de 1791⁵¹. Sous la Convention, Albert Soboul et Jacqueline Chaumié recensent pour leur part 16,1 % de députés négociants ou fabricants⁵². Mieux, si l'on change d'échelle et que l'on porte son regard, avec Melvin Edelstein, sur la sociologie électorale normande des années 1790-1791, on observe une bourgeoisie du droit beaucoup moins dominante qu'au niveau national. Concernant les administrateurs de département (1790) et de district (1791), si les proportions d'hommes d'affaire restent respectivement de 16 % et de 11 %, la forte présence des laboureurs dans l'effectif total réduit le poids des hommes de loi à 38 % et 33 %. À une échelle plus fine encore, pour une cité manufacturière telle que Rouen, on compte, parmi les administrateurs de district, 6 hommes d'affaires pour 5 hommes de loi. Melvin Edelstein en déduit une surreprésentation des hommes d'affaires en Normandie et conclut à une originalité de la région en la matière⁵³. Une « originalité » probablement transposable à l'ensemble des grands ports et autres places de commerce du pays, du moins si l'on en croit les résultats de la grande enquête prosopographique lancée par Bergeron et Chaussinand-Nogaret sur les notables de l'Empire⁵⁴. En effet, les profils socio-professionnels de la notabilité divergent d'un département à l'autre. Si, dans certains départements comme la Drôme, l'élite des affaires ne pénètre guère l'élite officielle, d'autres départements, tels que le Vaucluse voisin, peuvent avoir un profil largement négociant. En outre, sur un plan national, il ressort que négoce et professions libérales, qui comptent à eux seuls pour environ 45 % du total, sont représentés dans des proportions quasiment identiques. Ainsi, si la période révolutionnaire n'est pas un rendez-vous capitaliste, il semble pourtant que quelques-uns de ses représentants aient décidé de prendre un peu d'avance sur l'horaire. Sans doute convient-il alors de proposer, avec Louis Bergeron, de ne « pas conclure trop vite à une France précapitaliste et terrienne au tournant des XVIII^e et XIX^e siècles⁵⁵ ».

- 27 Et quand bien même les assemblées révolutionnaires seraient-elles exclusivement peuplées par la basoche, l'absence en leur sein d'authentiques capitalistes devrait-elle pour autant se traduire par une absence d'influence ? Comme l'observe très justement Michel Zylberberg, en a-t-il été autrement dans les hémicycles français des XIX^e et XX^e siècles ? Cela signifierait-il que le pouvoir de pression politique d'un grand banquier ou d'un grand industriel est inférieur à celui d'un avocat de province, d'un huissier ou d'un professeur⁵⁶ ? Cette dimension d'une politique se déployant sur scène et en coulisses pose notamment la question des relations qui s'établissent entre hommes de loi et hommes d'affaires. Des cloisons étanches semblent parfois avoir été levées entre les deux mondes, peut-être à tort. Au-delà de la question du partage d'une culture commune, l'amitié entre Brissot et Clavière constitue un cas édifiant de complémentarité dans l'action publique entre le droit et les affaires, mais aussi une illustration de l'influence politique que peut exercer un grand banquier. Nous retrouvons cette forme de complémentarité dans le cadre normand entre Jacques-Guillaume Thouret, spécialiste du droit, et Pierre-Nicolas Defontenay, spécialiste du commerce et de l'industrie, un binôme auquel il faudrait ajouter le concours de Jean-Barthélemy Le Couteulx de Canteleu en tant qu'expert de la finance, des acteurs partageant le commun privilège de se côtoyer quasi quotidiennement sous la Constituante⁵⁷. Mais, si toutefois il n'était pas possible pour les capitalistes de s'exprimer dans l'enceinte de l'Assemblée, que ce soit par eux-mêmes ou par

l'intermédiaire de leurs relations, il ne faudrait pas sous-estimer les autres moyens de pression susceptibles d'influer sur la représentation nationale, à commencer par le plus directement accessible d'entre eux, celui qui consiste à « faire les couloirs ».

Sur la piste des capitalistes normands : premiers jalons d'une enquête prosopographique

Constituer et délimiter le corpus

- 28 Du fait de ses contours incertains, la bourgeoisie d'affaires est un groupe social qui ne se laisse pas facilement appréhender. Quant à pouvoir déceler chez ses membres quelque intention politique, ce n'est pas là non plus une mince affaire. Comme le rappelle très justement Gérard Gayot, ce n'est pas dans des papiers personnels, dans l'annonce d'une perte ou d'un bénéfice, pas plus que dans une lettre affectueuse à une épouse qu'un homme d'affaires écrit qu'il s'apprête, avec d'autres, à prendre le pouvoir ou à y participer⁵⁸. Pour autant, d'un point de vue heuristique, il semble difficile de faire l'économie d'une enquête prosopographique approfondie, prenant en compte l'ensemble de la documentation à disposition, ne serait-ce que pour éviter l'écueil d'une lecture superficielle du sujet. La démarche empirique retenue consiste donc à réaliser une biographie collective, matérialisée par une banque de données avec des entrées par individus, de manière à suivre les acteurs au plus proche.
- 29 Ce type de démarche pose d'emblée la question délicate de la constitution du *corpus*, et notamment celle de sa délimitation. Au regard des travaux classiques déjà réalisés sur ce thème, deux solutions alternatives pouvant servir de modèle semblent se dégager : faut-il suivre Louis Bergeron qui, dans son enquête sur la région parisienne, ne retient que les « grosses affaires » ouvrant sur « un horizon large ou neuf », soit quelques dizaines de noms à suivre dans les minutes notariales, les archives du tribunal de commerce ou celle des fonds privés⁵⁹ ? Ou bien faut-il préférer le corpus beaucoup plus large retenu par Jean-Pierre Hirsch pour ses recherches sur la région lilloise, qui s'étend du grand négoce à la fabrique urbaine et rurale, en passant par les marchands-fabricants ainsi que toute la déclinaison des « métiers » de la place⁶⁰ ? On serait alors plus proche d'un nombre de deux à trois cents noms repérables dans les Almanachs des années 1780, peut-être un peu plus dans ceux de la fin de l'Empire. En lien avec ce choix de la population cible, se pose également la question de la fixation des seuils, et notamment la limite inférieure du groupe. Confronté à ce problème, chaque chercheur fini par déterminer ses propres critères en fonction de son objet d'étude. Faut-il se résoudre, tel Charles Carrière pour ses négociants marseillais, à une limite fondée sur les sources fiscales, et donc sur le niveau de richesse⁶¹ ? Le procédé est brutal mais pas illogique pour un sujet sur les « puissances d'argent ». En attendant de pouvoir trancher ces questions décisives, la prudence recommande de ne pas opérer de choix discriminants trop tôt, ne serait-ce que pour éviter de couper les éventuels réseaux qui, sur le plan des affaires, font assez peu de cas des limites catégorielles. Aussi suivrons-nous la « consigne » passée par Ernest Labrousse dans son appel de 1955 : « Le danger est de faire trop petit, de découper en deçà des frontières possibles [...] La consigne sera d'inclure dans l'enquête le plus grand nombre de cas à partir d'un signalement sommaire [...] On fera le triage après⁶². »

Réalisation d'une banque de données : démarche et sources

- 30 Très concrètement, en fait de « banque de données », le travail de fichage s'effectue au moyen d'un tableur, utilisé pour le moment comme un simple outil de collecte, avec pour objectif fondamental l'exactitude des informations recueillies et le respect des formulations de la source. Ce relevé pourra ultérieurement basculer vers une phase de codage et donner lieu à un traitement statistico-analytique plus précis. À l'heure où ces lignes sont écrites, le tableau comprend d'ores et déjà plus de cent quatre-vingt « enregistrements » (lignes correspondant à un individu) pour soixante-dix « champs » (colonnes correspondant à des caractéristiques).
- 31 L'identification des cent quatre-vingt individus a été effectuée de façon « antéchronologique ». À partir des listes de notabilité, des plus imposés et des collègues électoraux du Consulat et de l'Empire⁶³, documents ayant pour avantage leur commodité d'accès et la mention faite de l'activité professionnelle, nous remontons le temps pour retrouver la trace de ces mêmes individus dans la documentation antérieure, beaucoup plus lacunaire et dispersée. Cette démarche chronologique inversée trouve son point d'arrivée avec les rôles de la capitation pour l'année 1790⁶⁴. Ce premier « coup de filet » est élargi une première fois au moyen des almanachs de commerce⁶⁵, ce qui permet d'atténuer le biais politique et censitaire de l'échantillon, puis une seconde fois, de proche en proche, au moyen des intermariages que l'on peut suivre dans les registres d'état civil. Chacun de ces personnages est ensuite minutieusement profilé selon les caractéristiques définies dans les soixante-dix colonnes : depuis le cercle familial jusqu'aux réseaux d'interconnaissances, en passant par les activités professionnelles, la fortune, les capitaux mobilisés et leurs usages, la participation aux institutions, les responsabilités assumées et, bien entendu, toutes les formes d'interventions avérées sur la sphère publique, le tout sur l'ensemble de la période considérée.
- 32 Les données recueillies sont principalement issues des dépouillements bibliographiques et archivistiques effectués dans les divers fonds normands disponibles⁶⁶. D'un point de vue macro-analytique, au-delà des listes mentionnées *supra*, l'effort statistique déployé par l'administration impériale à partir de 1807 fournit de nombreuses informations sur nos bourgeois d'affaires : de la nature des produits trafiqués à l'horizon géographique de leur commerce, en passant par leur fortune, leur réputation sur la place, ou encore leur formation⁶⁷. La délicate question du patrimoine mobilier et immobilier peut être approchée, soit *en série* à travers les registres de la contribution patriotique⁶⁸ et les déclarations de revenus liées à l'emprunt forcé de l'an II⁶⁹, soit de manière plus *individuelle* dans les registres de mutations par décès (après l'an VII), les contrats de mariage ou autres actes de société⁷⁰. Quant aux acquisitions de biens nationaux, dont nos capitalistes sont friands, elles peuvent être complétées et précisées grâce aux minutes des procès-verbaux d'adjudication⁷¹.
- 33 Cette approche statistique est ensuite complétée par des documents plus qualitatifs, à même de restituer autant que possible la dimension humaine du corpus. D'abord des sources d'ordre biographique, telles que les mémoires, les dictionnaires de personnalités ou autres nécrologies, qui permettent de dégrossir, avec toutes les précautions d'usage, des parcours individuels ou familiaux parfois très denses. Viennent ensuite les fonds privés de négociants, ou de familles négociantes, que l'on peut trouver dans la série J des archives départementales et qui contiennent souvent

les correspondances personnelles et commerciales des acteurs concernés, révélant ainsi l'étendue de leurs relations d'affaires⁷².

- 34 Enfin, en dehors de ces informations élémentaires, le monde des affaires tend à « apparaître » dans les archives à l'occasion de projets particuliers ou d'activités touchant spécifiquement aux intérêts du milieu du commerce (ci-après, juste Commerce). C'est le cas par exemple lors des deux tentatives pour établir une banque publique locale à Rouen en 1796 et 1798⁷³ afin de restaurer les mécanismes du crédit, ou encore à travers le fonctionnement de certaines organisations comme la Société libre de commerce fondée en 1796 et la Chambre de commerce de Normandie rétablie en 1802⁷⁴.
- 35 Comme on peut s'y attendre dans le cadre d'une démarche prosopographique, le corpus des sources mobilisées est totalement éclaté, mais aussi virtuellement illimité quant à la nature des documents qui le composent. Aussi peut-il donner lieu à des manques ou à d'importants déséquilibres d'un individu à l'autre en fonction des archives disponibles. Il n'en demeure pas moins que la réalisation de cette banque de donnée et son exploitation constituent la colonne vertébrale de ce travail de thèse, et bien entendu sa partie la plus chronophage et... spartiate⁷⁵.

Esquisse d'un bilan provisoire

- 36 Les premiers éléments recueillis permettent de formuler quelques remarques provisoires, dont certaines tendent à confirmer les études déjà réalisées. Dans l'échantillon du milieu d'affaires normand susmentionné, on voit se dessiner différentes strates au sein du Commerce : d'une part, un « commerce de place » qui regroupe le grand négoce non spécialisé, travaillant surtout avec des effets de commerce, et lui-même divisé entre un négoce portuaire et des hommes d'affaires dont les investissements se tournent davantage vers l'intérieur des terres et ses nouvelles activités industrielles ; et, d'autre part, un « commerce de fabrique », plus nettement spécialisé et au contact direct de la marchandise, comprenant notamment les fabricants du textile, comme on peut s'y attendre pour la Seine-Inférieure⁷⁶. Pour autant, dans une logique d'intérêts, cette division pourrait perdre une partie de sa pertinence ou, du moins, mettre au jour des articulations entre les deux « mondes ». Ainsi les marchands-fabricants de Rouen, réunis derrière Guillaume Hermel, font-ils cause commune en 1791 avec les grands négociants de la ville pour fonder une caisse patriotique, établissement de crédit précurseur de la Banque de Rouen⁷⁷.
- 37 Concernant le profil et la trajectoire économique des hommes d'affaires les plus en pointe, le cas des frères Defontenay semble assez caractéristique de ces grands négociants établis pour qui l'acquisition d'un établissement industriel – en l'occurrence une filature de laine et de coton en 1787, puis une teinturerie en 1791 – ne constitue pas davantage qu'une diversification de leurs investissements. Aussi ne sommes-nous pas face à d'authentiques entrepreneurs de manufacture, mais bien plus sûrement à des « investisseurs » dont la mentalité demeure négociante⁷⁸. Le capital commercial se met ici au service de l'industrie, dans le cadre d'opérations le plus souvent autofinancées. Des fonds qui peuvent, tout aussi promptement, retourner à la marchandise en cas de renversement de conjoncture sur les produits manufacturés. À l'autre extrémité du spectre, des marchands de draps, parfois fils de laboureur comme François Guérault de Radepon, finissent par acquérir leur propre filature et se piquent d'être devenus des

manufacturiers. Certains parmi eux font fortune en diversifiant leurs activités, tel Joseph Godet d'Elbeuf, qui se lance dans les fournitures de guerre sous la Révolution⁷⁹. Pour résumer, on peut émettre l'hypothèse que, à l'exception des négociants-armateurs qui semblent partager une culture commerciale propre⁸⁰, l'essentiel des capacités de financement de la région, qu'elles viennent *d'en haut*, via le négoce de place, ou *d'en bas*, à travers cette lutte persévérante menée par les maîtres-artisans les plus habiles, convergent vers l'investissement industriel et les nouveaux procédés de fabrication, tout en l'incluant dans une volonté globale de diversification des actifs. Par contre, si le textile – et tout particulièrement le coton – a le vent en poupe, d'autres secteurs plus traditionnels et davantage sujets à l'inertie, comme la faïence, ne se remettent pas de la crise révolutionnaire⁸¹.

- 38 Nos données provisoires permettent également d'observer la frappante continuité des noms à travers la Révolution. L'essentiel des dynasties d'entrepreneurs ou de négociants normands déjà présents à la veille de 1789 sont encore là au lendemain de 1815. Ce fait, attesté par toutes les monographies régionales dont nous avons pu avoir connaissance, nous permet d'affirmer, à tout le moins, que la Révolution n'était pas dirigée contre eux. Ainsi, si l'on excepte l'épisode de l'an II, les Defontenay, Le Couteulx, Lézurier et autres grands négociants de la place de Rouen traversent l'ensemble de la période sans encombre. Reste à examiner plus précisément les stratégies différenciées des acteurs pour tirer profit de la Révolution, en fonction des secteurs économiques. Ce qui revient à raisonner non seulement en terme de « gagnants » et « perdants », comme a pu le faire Matthieu de Oliveira pour le Nord de la France, après Michel Bruguère⁸², mais aussi surtout en termes d'adaptation aux différentes phases de la Révolution, une dimension explorée récemment par Karine Audran⁸³.
- 39 L'investissement politique massif de la part des acteurs économiques est également frappant. Des institutions bourgeoises caractéristiques de l'Ancien Régime aux sociétés populaires de la période révolutionnaire, en passant par les responsabilités assumées dans les instances représentatives jusqu'au niveau national, ou encore l'intervention dans le débat public au moyen de discours ou autres publications, le Commerce semble déterminé à ne pas laisser les décisions importantes se prendre sans lui. À titre d'exemple, Gilbert Schneider montre que, sur un corpus de 53 administrateurs ayant dirigé le district de Rouen entre juillet 1790 et octobre 1795, 22 individus, soit deux sur cinq, sont issus du négoce et de la fabrique⁸⁴. De même, au regard de nos premiers relevés, il semble que l'occupation par des négociants des plus hautes fonctions municipales se rencontre très fréquemment dans les places normandes.
- 40 Parmi ceux qui s'engagent publiquement et sont appelés à exercer des responsabilités politiques, force est de constater une grande capacité d'adaptation dans leur manière de traverser les différents régimes politiques, et parfois littéralement d'y survivre si l'on évoque la période de la « terreur ». Au-delà d'un opportunisme certain, cette remarquable souplesse des capitalistes ne laisse d'interroger sur le degré de divergence entre des régimes qui, sur le fond, se caractérisent peut-être surtout par leur continuité « républicaine », que cette dernière constitue un horizon incertain (1790-1792), une promesse ajournée (1793-1794), une réalisation étriquée (1795-1799) ou enfin une apparence maintenue (1800-1815). L'essentiel était bien évidemment que les intérêts bien compris soient préservés.
- 41 Enfin, dernier point, nous ne pouvons que confirmer l'endogamie sociale et géographique, si souvent décrite, qui caractérise cette bourgeoisie commerçante. Par le

jeu des intermariages et autres relations familiales étendues, nos quelques cent quatre-vingt individus semblent se répartir en grappes d'interrelations au sein desquelles on devine de très importantes solidarités, notamment financières. Les solidarités sociales et professionnelles se doublent ainsi, sans réelle surprise, de formes de solidarités plus étroitement communautaires.

Puissances d'argent et lobbying : quelques éléments de réflexion

Lobbying et Révolution française

- 42 La constitution d'une banque de données sur la bourgeoisie d'affaires normande dans une perspective qui soit la plus large possible peut donner le double sentiment d'une tâche écrasante et d'un tâtonnement permanent. Pour établir des liens entre ces acteurs économiques et la Révolution française et, ainsi, mettre en évidence une possible influence de leur part sur les décisions politiques, il est préférable de choisir un angle d'attaque, de tirer des fils qui permettent de préciser l'approche des sources. Dans cette optique, la question des lobbys ou « groupes de pression » s'est presque imposée d'elle-même, ne serait-ce que par les traces que cette activité laisse dans les dépôts d'archives⁸⁵.
- 43 Or, mettre en relation lobbying et Révolution française ne va pas sans poser un problème théorique fondamental. En effet, de Hobbes à Rousseau en passant par Montesquieu, l'idéologie bourgeoise individualiste s'est précisément façonnée contre les « corps intermédiaires », se méfiant notamment du droit de coalition et de toutes les organisations contraignant la liberté individuelle. Il en va de même pour les économistes classiques, à commencer par Adam Smith, qui dénoncent les organisations de citoyens comme des éléments propres à perturber le mécanisme du « laisser-faire ». Selon Stanislaw Ehrlich, ce discours a contribué à retarder les analyses scientifiques sur les groupes de pression en les cantonnant durablement à l'étude du rapport direct entre citoyen particulier et institutions politiques⁸⁶. Or la société réelle, à plus forte raison pour la période qui nous occupe, n'est pas une collection atomisée d'individus. C'est ce décalage entre le discours libéral d'une concurrence non faussée, établie en France dès 1791 par la loi Le Chapelier, et la pratique des acteurs économiques observée sur le terrain, qui étonne Jean-Pierre Hirsch dans son travail sur la bourgeoisie d'affaires lilloise⁸⁷. Ce dernier démontre en effet qu'une « bonne réglementation », c'est à dire une réglementation concertée entre l'État et les entreprises, est tout aussi nécessaire à l'activité commerciale et industrielle que la liberté d'action. Pouvoir prendre des risques, tout en bénéficiant de certaines garanties, tels sont « les deux rêves » des entrepreneurs, et telle est l'œuvre même de la législation révolutionnaire. Des aspirations contradictoires qui, dans une période où « l'intérêt général du commerce » enflamme les esprits, ne vont pas sans une certaine schizophrénie. C'est précisément ce besoin contrarié d'institutions qui explique les efforts déployés par les milieux d'affaires pour obtenir le rétablissement des Chambres de commerce, après que celles-ci aient été supprimées en 1791.
- 44 Mais, si ces intérêts particuliers peuvent trouver à s'exprimer dans le cadre d'institutions intermédiaires, ils peuvent également tenter d'accéder directement à la représentation nationale. Nous l'observons de manière frappante à l'été 1788, dès

l'annonce faite de la réunion des États généraux, avec un Commerce qui ne tarde pas à se mettre en branle. En effet, sitôt informées, les Chambres de commerce du royaume, soucieuses de se mettre en capacité de peser sur les décisions à venir, se lancent instantanément dans une campagne pour l'obtention d'une représentation spéciale à Versailles. La crainte du Commerce ? Voir les réformes tant attendues se faire sans lui, voire pire, contre lui. C'est cette action commune des grandes places commerçantes du royaume qui est à l'origine de la formation du « Comité des députés extraordinaires des manufactures et du commerce de France »⁸⁸.

Fortune des députés extraordinaires normands

- 45 L'existence officielle du Comité des députés extraordinaires s'étend du 8 octobre 1789 au 30 septembre 1791. À l'origine de sa création, on trouve l'échec de la campagne menée par les Chambres de commerce de province pour obtenir une représentation séparée aux États généraux, en supplément de leurs éventuels représentants élus du tiers état. En effet, cette requête autour de ce que l'on pourrait appeler des « états généraux du commerce » n'emporte pas la conviction d'un gouvernement qui, pour sa part, refuse de considérer le Commerce comme un quatrième ordre et d'isoler ainsi les intérêts des milieux d'affaires de l'intérêt général. Face à cette fin de non-recevoir, chaque Chambre décide, unilatéralement, d'envoyer ses propres députés extraordinaires à Versailles, avec pour mission de se joindre à ceux des autres places, de se présenter aux États généraux et de s'y faire admettre en qualité de députés du commerce avec voix délibérative. Dès lors, ces députés extraordinaires fonctionnent comme de véritables lobbyistes professionnels au service de leurs commettants, une tâche pour laquelle ils sont d'ailleurs rémunérés et indemnisés. Face à une Assemblée méfiante, voire même hostile, ils déploient la plus grande énergie pour rechercher le soutien de députés influents, ceux de leur baillage dans un premier temps, puis des personnages à la notoriété plus établie, comme Barnave, Noailles, Le Chapelier ou Roederer. Ainsi, le député extraordinaire Mosneron, de Nantes, dans le cadre des débats du mois d'août 1789 sur le maintien de la Traite, rapporte avoir « couru toute la journée et vu plusieurs députés de l'Assemblée » pour contrer les abolitionnistes⁸⁹. Cependant, les liens géographiques et d'affaires semblent primer, comme en témoigne les « assemblées de familles » réunissant les députés de Rouen et du Havre issus du Comité et de l'Assemblée, et d'où émergent des brochures telles que le *Précis sur l'importance des colonies et sur la servitude des noirs* publié par Begouën⁹⁰. Finalement récompensés pour leurs efforts, ces « sollicitateurs » parviennent à se faire admettre dans l'enceinte de l'Assemblée à partir du 8 octobre 1789 pour y suivre les séances.
- 46 L'existence légale leur étant reconnue, ils sont autorisés à participer aux discussions des comités de l'Assemblée, notamment le Comité des finances, mais aussi celui d'agriculture et de commerce, avec lequel ils collaborent assidument. Ils sont ainsi amenés à rédiger des rapports et des projets de loi sur des domaines aussi variés que l'émission des assignats, la suppression des compagnies à privilèges, les tarifs douaniers, la franchise des ports, le commerce du Levant, le régime des tabacs ou encore le régime commercial et politique des colonies. Les résultats obtenus permettent à Joseph Letaconnoux d'affirmer que l'œuvre économique de l'Assemblée constituante est le résultat d'un travail commun de préparation entre le Comité d'agriculture et de commerce et le Comité des députés extraordinaires. Manuel Covo, dans son travail sur le Comité des colonies, a bien montré comment le système des

comités, sous couvert d'expertise et d'approche technicienne du bien commun, ne fait que relayer les intérêts particuliers portés par les différents lobbies⁹¹. Or, ces comités exercent eux-mêmes une influence décisive sur l'Assemblée et les ministères.

- 47 D'un point de vue régional, on constate que les hommes d'affaires normands, avec douze membres sur quarante-trois, sont particulièrement bien représentés au sein de ce Comité des députés extraordinaires. Grandin pour Elbeuf, Louis Niel pour Dieppe, Blanche père, Legrand, Millot et Homberg pour Le Havre, et enfin Levasseur, Dupont, Hellot, Deschamps, De Montmeau et Dufour pour Rouen. Des noms qui ne manquent pas de recouper les premiers éléments de la banque de données évoquée précédemment et qui permettent ainsi de faire coïncider les premières pièces du puzzle. Le point-clé est que la fin de l'action collective du Comité, qui accompagne logiquement la suppression des Chambres de commerce le 27 septembre 1791, ne signifie pas pour autant la fin l'action personnelle des députés extraordinaires qui le compose. D'abord à Paris, où ils poursuivent leur action auprès de la Législative, mandatés cette fois directement par les négociants des différentes places. Puis au niveau local, où nous retrouvons, à la faveur d'une vie collective qui se réorganise, ces ex-députés extraordinaires normands dans toutes les institutions économiques locales créées jusqu'à l'Empire : d'abord celles qui prennent le relais des Chambres de commerce lors de l'éclipse de 1791-1802, puis dans les Chambres de commerce rétablies en 1802. Ainsi, à Rouen en l'an III, on retrouve Dufour à la présidence du Bureau local ; Levasseur, Dupont, Hellot, Grandin et Homberg apparaissent quant à eux au Conseil de commerce de la Seine-Inférieure en l'an X et en l'an XI ; Hellot, Legrand, Niel et Homberg retrouvent enfin leur place sous l'Empire dans les Chambres reconstituées accompagnés de Defontenay, Le Couteulx et Begouën. Faut-il s'étonner dans ces conditions de la continuité des politiques économiques mises en place à travers la période ?

Perspectives et interrogations

- 48 L'existence même de ce comité, son action auprès de l'Assemblée constituante, ainsi que sa possible perpétuation sous d'autres formes au travers de ses anciens membres posent un certain nombre de questions auxquelles il nous faudra tenter d'apporter des réponses.
- 49 Premièrement, l'Assemblée était-elle si peu au fait du commerce et incompétente en la matière pour que les Chambres du royaume décident d'assurer leurs arrières en envoyant leur propres députés ? Certaines Chambres semblent en effet avoir montré une certaine hésitation quant à la stratégie à tenir et ont pu être tentées de jouer le jeu des États généraux, d'abord en s'efforçant de faire élire leurs membres députés du tiers, ou, à défaut, en se contentant de recommander leurs intérêts aux députés de leur baillage. Les propos tenus par un député du commerce de Marseille le 12 août 1789 exprime bien ce dissensus : « Je ne comprends pas trop l'utilité de ce nouveau comité puisque tous les cahiers des villes de commerce stipulent les intérêts commerciaux et que toutes ces villes ont envoyé à l'Assemblée, pour député, les négociants les plus distingués et les plus éclairés⁹². »
- 50 Deuxièmement, ce Comité est-il, comme l'avance Letaconnoux, et en dépit de son intitulé, l'organe du grand commerce maritime et colonial, plus que celui de l'industrie et du commerce en général ? L'examen précis des activités des individus concernés sur

les places normandes, et notamment la nature de leurs investissements, ne permet pas de tirer des conclusions qui soient catégoriques sur ce point. Par exemple, Grandin, manufacturier en draps elbeuvien, ne semble pas participer directement au commerce colonial. L'alliance de circonstance passée le 27 août 1789 avec le club Massiac reste néanmoins significative. En effet, faisant taire leurs dissensions sur l'ouverture des ports coloniaux au commerce étranger, les négociants du Comité et les défenseurs des intérêts coloniaux s'entendent pour que la déclaration des droits de l'homme fraîchement adoptée ne s'applique pas outre-mer. Manuel Covo montre bien comment cette question des droits de l'homme « met en ébullition les lobbies », que ce soient les députés extraordinaires, le club Massiac, les Amis des Noirs ou encore la Société des libres de couleur⁹³. Finalement, le Comité obtient le décret du 8 mars 1790 qui consacre implicitement la Traite et calme les inquiétudes du Commerce.

- 51 Une troisième interrogation porte sur l'opportunité de créer un Comité des députés extraordinaire pour défendre les intérêts du négoce provincial, alors qu'il existe déjà un Bureau du commerce qui reçoit des députés à Paris depuis 1722⁹⁴. D'après Letaconnoux, la réponse se trouve dans la défiance que suscitent les députés du Bureau dans les milieux négociants. Devenus inamovibles, ils sont bien davantage perçus comme des « fonctionnaires royaux » que des représentants du Commerce. Comment s'articule donc la relation entre, d'une part, les députés extraordinaires du Comité et, d'autre part, les députés « ordinaires » siégeant au Bureau ? L'exemple du Rouennais Deschamps, député ordinaire de la Chambre normande à Paris qui finit par se joindre aux députés extraordinaires et à leur activité de lobbying auprès de l'Assemblée, peut-il nous amener à conclure que, au fond, le Comité n'est autre qu'un Bureau du commerce un peu étendu et renouvelé ?
- 52 Quoi qu'il en soit, la nature même de la mission de ces députés auprès des membres de la représentation nationale ne souffre aucune ambiguïté. L'activité qui consiste à « mettre en mouvement tous les amis du bien public et tous les députés de l'Assemblée », une pratique pouvant aller jusqu'au « harcèlement » au regard des marques d'impatience que Letaconnoux relève auprès de leurs interlocuteurs, nous autorise probablement à faire usage du terme lobbying, ici compris dans sa stricte définition d'influence politique, et donc sans guillemets.

Conclusion

- 53 Un sujet aussi brûlant que celui des rapports qu'entretiennent les puissances d'argent avec le politique en général et la Révolution française en particulier ne présente pas vraiment les caractéristiques que l'on peut attendre d'un *cold case*. Il n'y a donc pas lieu *a priori* de classer le dossier. Au contraire, l'ébauche d'une enquête prosopographique dans un cadre régional et l'observation du travail de lobbyiste des députés extraordinaires normands encourage plutôt à le reprendre à nouveaux frais. Ce réexamen de l'influence qu'a pu exercer la bourgeoisie d'affaires normande sur les assemblées et institutions de la Révolution se justifie d'autant mieux que le sujet a somme toute été peu étudié pour lui-même, la matière disponible se trouvant dispersée dans des travaux parfois anciens.
- 54 L'enquête se veut également une contribution à l'immense travail collectif de recherche sur les bourgeoisies occidentales. « Définir le bourgeois ? Nous ne serions pas d'accord » scandait Labrousse dans son appel de 1955⁹⁵. Toute tentative en la matière ne peut en

effet avoir lieu qu'*a posteriori*, sur la base d'éléments empiriques recueillis aux archives, de manière à ne pas s'empêtrer dans des débats conceptuels déconnectés de la réalité du terrain. *In fine*, à défaut de pouvoir s'accorder sur une définition, au moins aurons-nous été en mesure de « reconnaître sur place [...] cette espèce citadine, et de la mettre en observation », avant d'en retenir tous nos « suspects de bourgeoisie »⁹⁶.

- 55 Aussi, la part inhérente de controverse liée au thème de la « révolution bourgeoise » ne peut être ignorée : Faut-il l'assumer au risque de paraître rudimentaire ? Faut-il au contraire opter pour une vaine mise à distance ? Suffit-il par exemple de renvoyer dos-à-dos les thèses d'Henry Heller et de Sarah Maza comme militantes ou essentialistes⁹⁷ ? Rejouer indéfiniment ce débat à l'identique n'aurait certes pas grand intérêt. En revanche, repartir modestement du programme d'Ernest Labrousse appliqué à la « bourgeoisie d'affaires », fort des avancées conceptuelles, empiriques et méthodologiques considérables réalisées depuis – y compris dans le domaine des représentations – nous paraît constituer une issue prometteuse propre à concilier complexité du social et interprétations historiques globales.
- 56 À cet égard, Michel Vovelle, à travers son étude sur Joseph Sec, nous apporte non seulement cette hauteur de vue qui le caractérise, mais aussi un véritable modèle de mise en œuvre d'une histoire totale à échelle fine, combinant magistralement les données matérielles et idéologiques. Par son intuition et l'inventivité dont il fait preuve dans la production de sources, alors que beaucoup ont dû renoncer devant le silence assourdissant des hommes d'argent dans les archives, Michel Vovelle fait parler les morts. Enfin, pour le plus grand bonheur du doctorant n'ayant pas eu la chance de bénéficier de ses cours, il le fait avec cette plume, cette écriture jubilatoire qui associe comme nulle autre profondeur de l'érudition, subtilité des analyses et liberté de ton.

NOTES

1. Ce parcours historiographique est retracé de manière détaillée par Philippe MINARD, « L'héritage historiographique », dans Jean-Pierre Jessenne (dir.), *Vers un ordre bourgeois ? Révolution française et changement social*, PUR, 2007, p. 21-35 ; on pourra lire également l'introduction du même volume et bien sûr Michel VOVELLE, « Du tout social au tout politique », *AHRF*, n° 310, octobre-décembre 1997, p. 545-554.

2. Louis BERGERON, *Banquiers, négociants et manufacturiers parisiens du directoire à l'Empire*, Paris, Mouton, 1978, 437 p. ; Serge CHASSAGNE, *Le coton et ses patrons. France, 1760-1840*, EHESS, 1991, 733 p. ; Jean-Pierre HIRSCH, *Les deux rêves du Commerce. Entreprise et institutions du négoce dans la région lilloise (1780-1860)*, Paris, EHESS, 1991, 534 p. ; Gérard GAYOT, *Les draps de Sedan (1646-1870)*, Paris, EHESS, 1998, 579 p. [Thèse d'État soutenue en 1993]

3. Gérard GAYOT, Jean-Pierre HIRSCH (dir.), *La Révolution française et le développement du capitalisme. Actes du colloque de Lille (19-21 novembre 1987)*, *Revue du Nord*, n° 5 hors-série, 1989, 439 p. ; Gilbert FACCARELLO, Philippe STEINER, *La pensée économique pendant la*

Révolution française. Actes du Colloque international de Vizille, 6-8 septembre 1989, Grenoble, Presses Universitaires de Grenoble, 1991, 559 p. ; *État, finances et économie pendant la révolution française, Actes du Colloque tenu à Bercy les 12, 13 et 14 octobre 1989*, Paris, Comité pour l'histoire économique et financière de la France/IGPDE, 1991, 621 p.

4. Jean-Pierre JESSENNE, « L'histoire sociale de la Révolution Française : entre doute et renouvellement », dans Jean-Clément Martin (dir.), *La Révolution à l'œuvre. Perspectives actuelles dans l'histoire de la Révolution française*, Rennes, PUR, 2005, p. 39.

5. Jean-Pierre JESSENNE (dir.), *Vers un ordre bourgeois ? Révolution française et changement social*, Rennes, PUR, 2007, 418 p.

6. *Ibid.*

7. Eric J. Hobsbawm a bien montré que l'idée de « révolution bourgeoise » au sens d'une lutte de classes n'est pas réductible au marxisme : voir Eric J. HOBBSAWM, « The making of a bourgeois revolution », *Social Research*, 56-1, 1989, p. 5-32. [Traduction française dans RHMC, 53-4 bis, supplément 2006, p. 51-68]

8. Par exemple, dès le 14 novembre 2011, l'EHESS consacrait une série de conférences sur le thème « Banqueroute : qui doit payer ? » avec notamment les interventions de Marie-Laure Legay et Gérard Béaur.

9. Dès 2007, Julien Louvrier s'interroge sur les signes d'un retour à la « pensée-Marx » dans l'historiographie. Voir son article, « Marx, le marxisme et les historiens de la Révolution française au XX^e siècle », *Cahiers d'histoire. Revue d'histoire critique*, n° 102, 2007, p. 147-167.

10. Claire LEMERCIER, *Un si discret pouvoir. Aux origines de la chambre de commerce de Paris (1803-1853)*, Paris, La Découverte, 2003, 410 p.

11. Notamment Steven Kaplan, Guy Lemarchand et Claude Mazauric.

12. Nous empruntons cette expression d'« école lilloise » à Gérard BÉAUR, voir « L'histoire économique de la Révolution n'est pas terminée », dans Martine Lapied, Christine Peyrard (dir.), *La Révolution française au carrefour des recherches*, Aix-en-Provence, Presses Universitaires de Provence, 2003, p. 21-44 ; l'expression est reprise dans l'introduction du colloque *Vers un ordre bourgeois ?...*, op. cit. Cette « école » est notamment représentée par Gérard Gayot, Jean-Pierre Hirsch, Jean-Pierre Jessenne, Philippe Minard et Matthieu de Oliveira.

13. Matthieu DE OLIVEIRA, *Les routes de l'argent. Réseaux et flux financiers de Paris à Hambourg (1789-1815)*, Paris, Comité pour l'Histoire Économique et Financière de la France, 2011, 548 p.

14. Silvia MARZAGALLI, *Les boulevards de la fraude. Le négoce maritime et le Blocus continental (1806-1813)*. Bordeaux, Hambourg, Livourne, Villeneuve d'Ascq, Presses Universitaires du Septentrion, 1999, 396 p.

15. Richard FLAMEIN, *La société fluide : une histoire des mobilités sociales (XVII^e-XIX^e siècles)*, Rennes, PUR-CTHS, 2018, 353 p.

16. Serge ABERDAM, Anne CONCHON, Virginie MARTIN (dir.), *Dynamiques économiques de la Révolution française, Colloque international (CNAM), 7-8 juin 2018, actes à paraître*.

17. Guillaume FOUTRIER, *L'ordre du Commerce. Institutions et modes de régulation de l'économie à Rouen (XVII^e siècle - début XIX^e siècle)*, thèse en cours sous la direction de Philippe Minard, université Paris 8, IDHES.

18. Boris DESCHANEL, *Commerce et Révolution. Les négociants dauphinois entre l'Europe et les Antilles (années 1770 - années 1820)*, Grenoble, Presses Universitaires de Grenoble, 2018, 456 p.
19. Karine AUDRAN, *Les négoce portuaires bretons sous la Révolution et l'Empire : bilan et stratégies (1789-1815)*, thèse de doctorat sous la direction de Gérard Le Bouëdec, université de Bretagne-Sud, 2007.
20. Michel VOVELLE, *La Bataille du bicentenaire de la Révolution française*, Paris, La Découverte, 2017, 260 p.
21. Michel VOVELLE, *L'irrésistible ascension de Joseph Sec, bourgeois d'Aix*, Aix-en-Provence, Edisud, 1975, 95 p.
22. Michel VOVELLE, *De la cave au grenier : un itinéraire en Provence au XVIII^e siècle, de l'histoire sociale à l'histoire des mentalités*, Québec, S. Fleury, 1980, 481 p.
23. Michel VOVELLE, *L'irrésistible ascension...*, op. cit., p. 7
24. Michel VOVELLE, *L'irrésistible ascension...*, op. cit., p. 46 ; le monument Sec présente une originalité certaine dans l'inventaire monumental français, « [...] comme l'un des rares monuments témoignant d'une époque qui investit son art dans l'éphémère décor de la fête – et qui pour le reste connut des éliminations significatives. »
25. La paternité du concept revient à Régine ROBIN, *La société française en 1789 : Semur-en-Auxois*, Paris, Plon, 1970, 522 p.
26. L'ascension sociale de Martin Liesse a été décrite de façon romanesque par Robert TAUPIN, *Martin Liesse, fabricant de toiles peintes*, Paris, Édilivre, 2009, 148 p.
27. L'attention de Michel Vovelle a été attirée sur Joseph Sec par les services de l'Inventaire monumental d'Aix-en-Provence, qui souhaitaient pouvoir identifier certains thèmes de sa décoration.
28. Les enjeux de l'articulation des analyses « micro » et « macro » sont exposés dans Jacques REVEL (dir.), *Jeux d'échelles. La micro-analyse à l'expérience*, Paris, Seuil-Gallimard, 1996, 243 p.
29. Michel VOVELLE, *L'irrésistible ascension...*, op. cit., p. 7
30. Haïm BURSTIN, « Bourgeois et peuple dans les luttes révolutionnaires parisiennes », dans Jean-Pierre Jessenne (dir.), *Vers un ordre bourgeois ?...*, op. cit., p. 171-184.
31. Michel VOVELLE, Daniel ROCHE, « Bourgeois, rentiers, propriétaires : éléments pour la définition d'une catégorie sociale à la fin du XVIII^e siècle », *Actes du 84^e Congrès des sociétés savantes, Dijon, 1959*, Paris, Imprimerie nationale, 1960, p. 419-452
32. Louis BERGERON, *Banquiers, négociants et manufacturiers...*, op. cit.
33. Charles CARRIÈRE, *Négociants marseillais au XVIII^e siècle. Contribution à l'étude des économies maritimes*, Marseille, A. Robert, 1973, 2 vol., 1 111 p.
34. Jean-Pierre HIRSCH, *Les deux rêves du Commerce...*, op. cit.
35. Louis BERGERON, « L'homme d'affaires », dans Michel VOVELLE (dir.), *L'Homme des Lumières*, Paris, Seuil, 1996, p. 135-157.
36. Guy RICHARD, *La noblesse d'affaire au XVIII^e siècle*, Paris, Armand Colin, 1974, 287 p.
37. La pensée de Braudel a évolué entre sa thèse sur la Méditerranée et ses travaux ultérieurs, ladite « trahison » n'étant plus tellement envisagée comme une trajectoire individuelle mais plutôt comme un processus familial et lignager.

38. François HINCKER, « Capitalisme », dans Albert Soboul, *Dictionnaire historique de la Révolution française*, Paris, PUF, 1989.
39. Gérard GAYOT, Jean-Pierre HIRSCH (dir.), *La Révolution française et le développement du capitalisme...*, op. cit.
40. *Ibid.*, p. 13.
41. Dominique MARGAIRAZ, Philippe MINARD, « Articuler les temps composés de l'économie », *Annales historiques de la Révolution française*, n° 352, 2008, p. 3-4.
42. Guy LEMARCHAND, *L'économie en France de 1770 à 1830 : de la crise de l'Ancien Régime à la révolution industrielle*, Armand Colin, Collection U, 2008, 320 p.
43. Serge ABERDAM, Anne CONCHON, Virginie MARTIN (dir.), *Dynamiques économiques...*, op. cit.
44. Alfred COBBAN, *The myth of the French Revolution*, Folcroft Library Editions, 1955, 25 p. ; George V. TAYLOR, « Noncapitalist Wealth and the Origins of the French Revolution », *The American Historical Review*, vol. 72, n° 2, 1967, p. 469-496 ; et, plus récemment, Sarah MAZA, *The Myth of the French Bourgeoisie: An Essay on the Social Imaginary*, Harvard University Press, 2003, 255 p.
45. Guy LEMARCHAND, « La Révolution n'a pas été une catastrophe économique », dans Michel BIAUD (dir.) *La Révolution française : une histoire toujours vivante*, Paris, CNRS Éditions, 2014, p. 225-238 ; Silvia MARZAGALLI, « Le négoce maritime et la rupture révolutionnaire : un ancien débat revisité », *Annales historiques de la Révolution française*, n° 352, 2008, p. 184-207.
46. François HINCKER, « Bourgeois ou capitalistes ? », *M : Mensuel, marxisme, mouvement*, n° 30, 1989, p. 11-14.
47. Serge CHASSAGNE, *Le coton et ses patrons...*, op. cit. La période 1789-1815 fait l'objet d'un chapitre intitulé « Le temps des mécaniques ».
48. Archives départementales (AD par la suite) de l'Eure, 6 M 1239, « Statistique commerciale et industrielle ».
49. Richard FLAMEIN, « Le négoce rouennais, la traite des noirs et l'esclavage : de l'intéressement à la présence dans le débat public. L'exemple des Le Couteulx », dans Éric Saunier (dir.), *Figures d'esclaves : présences, paroles, représentations*, Rouen, Publications des universités de Rouen et du Havre, 2012, p.69.
50. Pour comprendre la dimension politique de ces spéculations, voir notamment Richard WHATMORE, James LIVESY, « Étienne Clavière, Jacques-Pierre Brissot et les fondations intellectuelles de la politique des girondins », *AHRF*, n° 321, 2000, p. 1-26.
51. Edna H. LEMAY (dir.), *Dictionnaire des Constituants (1789-1791)*, Paris, Universitas, 1991 et *Dictionnaire des Législateurs (1791-1792)*, Ferney-Voltaire, Centre international d'étude du XVIII^e siècle, 2007.
52. Cité par Guy LEMARCHAND, *L'économie en France de 1770 à 1830...*, op. cit., p. 163.
53. Melvin EDELSTEIN, *La Révolution française et la naissance de la démocratie électorale*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2014, 531 pages.
54. Louis BERGERON, Guy CHAUSSINAND-NOGARET (dir.), *Grand notables du Premier Empire : notices de biographies sociale*, 27 volumes, Paris, Éditions du CNRS, 1978-2001.

55. Louis BERGERON, « Un dictionnaire de biographie sociale : les grands notables du Premier Empire », dans Michel Vovelle (Présentation), *Bourgeoisies de province et Révolution. Actes du Colloque de Vizille (Octobre 1984)*, Grenoble, Presses Universitaires de Grenoble, 1984, p. 113.
56. Michel ZYLBERBERG, *Capitalisme et catholicisme dans la France moderne. La dynastie Le Couteulx*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2001, p. 14.
57. Ce réseau de relations apparaît clairement à travers la correspondance de Defontenay, publiée récemment. Voir Pierre-Nicolas DEFONTENAY, *Lettres à Babeth. Chronique de l'Assemblée nationale par un Normand (1789-1791)*, Introduction, transcription, mise en forme et annotation du texte par Anne MÉZIN et Hugues de BOISSIEU, Paris, Kronos, 2015, 605 p.
58. Gérard GAYOT, « La longue marche de la “bourgeoisie de pointe” vers la conscience de classe », dans Jean-Pierre Jessenne (dir.), *Vers un ordre bourgeois ?...*, op. cit., p. 383-401.
59. Louis BERGERON, *Banquiers, négociants et manufacturiers...*, op. cit.
60. Jean-Pierre HIRSCH, *Les deux rêves du Commerce...*, op. cit.
61. Charles CARRIÈRE, *Négociants marseillais...*, op. cit., qui utilise les rôles de la capitation, du dixième et du vingtième pour dénombrer son corpus.
62. Ernest LABROUSSE, « Voies nouvelles vers une histoire de la bourgeoisie occidentale aux XVIII^e et XIX^e siècles (1700-1850) », dans *Relazioni del IX congresso internazionale di scienze storiche*, vol. 4, Storia moderna, Firenze, Sansoni, 1955, p. 367.
63. Archives départementales (Seine-Maritime, Eure, Calvados, Orne), sous-séries 3 M.
64. AD de la Seine-Maritime, C 390-400 Rôles de la capitation.
65. Notamment l'*Almanach du commerce de Paris, des Départements de l'Empire français, et des principales villes d'Europe*, Paris, Chez Jean de la Tynna, 1805, 714 p. [réédité et augmenté en 1809, 1811 et 1813].
66. Dans l'idéal, l'ensemble des cinq dépôts d'archives départementales de la région (Seine-Maritime, Eure, Calvados, Orne et Manche), ainsi que les archives municipales des principales places de commerce.
67. AD de la Seine-Maritime, 6 M 1184, « Statistiques, négociants et manufacturiers ».
68. AD de la Seine-Maritime, L 785-790, « Registres de la contribution patriotique ».
69. AD de la Seine-Maritime, L 2476. Pour une mise au point sur l'emprunt forcé de l'an II, voir Nicole HERMANN-MASCART, *L'emprunt forcé de l'an II. Un impôt sur la fortune*, Paris, Aux amateurs de livres, 1990, 474 p.
70. AD, sous-série 2 E, minutes notariales. On retrouve parfois copie de ces documents dans les fonds privés.
71. AD, sous-série 1 QP. Se référer à Bernard BODINIER, Éric TEYSSIER, *L'événement le plus important de la Révolution. La vente des biens nationaux*, Paris, Société des Études Robespierriéristes/CTHS, 2000, 503 p.
72. Les archives départementales conservent des fonds privés d'un certain nombre de figures du commerce normand, mais dont le contenu est forcément inégal. Aussi retrouve-t-on les papiers de Begouën, Foäche, Grandin, Ancel, Feray, Richard, Cabanon, Belot, Lézurier, Defontenay, etc.

73. AD de la Seine-Maritime, J 943 « Banque de Rouen ou Caisse d'escompte : création en l'an IV, projet en l'an VI.. »
74. Guillaume FOUTRIER, « La double voix du milieu d'affaires à Rouen : la Société Libre de Commerce (1796-1830) », dans Corinne Maitte, Matthieu de Oliveira, Philippe Minard (dir.), *La gloire de l'industrie (XVII^e-XIX^e siècles). Faire de l'histoire avec Gérard Gayot*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2012, p. 37-56.
75. Nous adressons ici nos remerciements à Michaël Delaune pour nous avoir communiqué sa banque de données sur la « classe politique » rouennaise pendant la Révolution.
76. Cette distinction entre « commerce de place » et « commerce de fabrique » est empruntée à Guillaume FOUTRIER, « La double voix du milieu d'affaires à Rouen... », art. cité.
77. Guillaume FOUTRIER, « Monnaie et Révolution : le bond en avant ? L'institution publique du marché monétaire à Rouen de la Caisse patriotique à la Banque de Rouen », dans Serge ABERDAM, Anne CONCHON, Virginie MARTIN (dir.), *Dynamiques économiques...*, op. cit.
78. Pour avoir plus de détails sur les investissements des frères Defontenay, voir Denis SEBBAN, *Defontenay ou la bourgeoisie au pouvoir*, mémoire de maîtrise sous la direction de Claude Mazauric, Université de Rouen, 1987, 205 p.
79. Alain BECCHIA, *La draperie d'Elbeuf des origines à 1870*, Rouen, Publication de l'université de Rouen, 2000, 869 p.
80. Si l'armement reste un investissement parmi d'autres pour un négociants-banquier tel que Le Couteulx, en revanche, le groupe des armateurs semble, d'après nos premières données, se singulariser et cultiver un entre-soi.
81. Claude JIGAN, « Faïenceries rouennaises au XVIII^e siècle », *Annales de Normandie*, vol. 47, n° 3, 1997, p. 227-242.
82. Matthieu DE OLIVEIRA, « Enrichis, parvenus et déclassés par-delà la Révolution française », dans Jean-Pierre JESSENNE (dir.), *Vers un ordre bourgeois ?...*, op. cit. ; Michel BRUGUIÈRE, *Gestionnaires et profiteurs de la Révolution : l'administration des finances françaises de Louis XVI à Bonaparte*, Paris, Olivier Orban, 1986, 339 p.
83. Karine AUDRAN, « La terre, valeur refuge ? La bourgeoisie d'affaires et l'expérience des biens nationaux en Bretagne », dans Serge Aberdam, Anne Conchon, Virginie Martin (dir.), *Dynamiques économiques...*, op. cit.
84. Gilbert SCHNEIDER, *Étude sur le personnel dirigeant de la ville de Rouen : essai de prosopographie politique et sociale*, Mémoire de maîtrise sous la direction de Claude Mazauric, Rouen, 1995.
85. Précisons que l'anglicisme lobbying doit être ici compris comme la pression ou l'influence exercée sur une institution publique détentrice de pouvoir par un groupe organisé dédié à la défense d'intérêts privés, c'est à dire dans son acception contemporaine et politique.
86. Stanislaw EHRLICH, « Les groupes de pression et la structure politique du capitalisme », *Revue française de science politique*, 13^e année, n° 1, 1963, p. 25-43.
87. Jean-Pierre HIRSCH, *Les deux rêves du Commerce...*, op. cit.

88. L'histoire de ce Comité a été défrichée au début du ^{xx}^e siècle par Joseph LETACONNOUX, « Le comité des députés extraordinaires des manufactures et du commerce de France et l'œuvre économique de la constituante (1789-1791) », Paris, Ernest Leroux, 1913, 60 p. [*Annales révolutionnaires*, n° 2, 1913]

89. Ibid.

90. Jacques-François BEGOUËN, *Précis sur l'importance des colonies et sur la servitude des noirs. Suivi d'observations sur la traite des noirs*, Versailles, De l'imprimerie de Ph.-D. Pierres, 1789, 50 p.

91. Manuel COVO, « Le Comité des colonies », *La Révolution française* [En ligne], n° 3, 2012, URL : <http://journals.openedition.org/lrf/692>.

92. Cité par Joseph LETACONNOUX, « Le comité des députés extraordinaires... », art. cité.

93. Manuel COVO, « Le Comité des colonies », art. cité.

94. Ce Bureau parisien du commerce est une institution royale traitant des dossiers de commerce et d'industrie sous l'Ancien Régime. Officiellement supprimé en 1791 en même temps que les Chambres de province, il survit sous d'autres appellations jusqu'à la création de la Chambre de commerce de Paris le 25 février 1803. Voir Claire LEMERCIER, *Un si discret pouvoir...*, op. cit. Sur ce Conseil, puis Bureau du commerce, voir aussi Sébastien VOSGIEN, *Gouverner le commerce au XVIII^e siècle. Conseil et Bureau du commerce*, Paris, Comité pour l'histoire économique et financière de la France/IGPDE, 2017, 543 p. ; éventuellement aussi David KAMMERLING SMITH, « Structuring Politics in Early Eighteenth-Century France. The political innovations of the French Council of Commerce », *Journal of Modern History*, n° 74, 2002, p. 499-509.

95. Ernest LABROUSSE, « Voies nouvelles vers une histoire de la bourgeoisie occidentale... », art. cité ; soulignons que Labrousse fut précédé dans son appel par Georges Lefebvre dans *l'Assemblée générale de la Commission centrale et des Comités départementaux : 1939. 1. La bourgeoisie française, de la fin de l'Ancien Régime à la Révolution*, Besançon, Jacques et Demontrond, 1942, 450 p.

96. Ibid., p. 365.

97. Alors que Sarah Maza (*The myth of the French bourgeoisie...*, op. cit.) défend la thèse de l'« invention » de la bourgeoisie par les libéraux du premier ^{xix}^e siècle, Henry Heller (*The Bourgeois Revolution in France (1789-1815)*, New York, Bergham Books, 2006, 184 p.) réaffirme sans ambages « le caractère bourgeois et capitaliste de la Révolution française ».

RÉSUMÉS

L'article présente les enjeux d'une thèse en cours par rapport au legs historiographique de Michel Vovelle, notamment son étude sur Joseph Sec. Ce livre, daté de 1975, offre l'occasion d'un retour réflexif sur la « bourgeoisie d'affaires », une notion ici réévaluée à partir d'une enquête prosopographique menée sur ce groupe social en Normandie. Dans une perspective qui lie intimement histoire sociale et politique, tout l'intérêt de cette thèse consiste à interroger les

stratégies et les modalités d'influence de ces « puissances d'argent » : à travers leur participation politique directe (leur investissement dans les fonctions de l'État) ou indirecte (pratiques de lobbying exercées sur la représentation nationale).

The article presents the challenges of an ongoing thesis in relation to the historiographical legacy of Michel Vovelle, particularly his study on Joseph Sec. This 1975 book offers the opportunity for a reflexive return on the “business bourgeoisie”, a notion re-evaluated here through a prosopographical survey carried out on this social group in Normandy. From a perspective that intimately links social and political history, the whole point of this thesis consists in questioning the strategies and modalities of influence of these “financial interests”: through their direct political participation (their involvement in state functions) or indirect (lobbying practices exercised over national representation).

INDEX

Mots-clés : Révolution, capitalisme, bourgeoisie, lobbying, Normandie, Vovelle

Keywords : Revolution, capitalism, bourgeoisie, lobbying, Normandy, Vovelle

AUTEUR

CÉDRIC DÉMARE

Université de Rouen-Normandie

GRHis